

**Département de l'Isère  
Canton de l'Oisans  
Commune LES DEUX ALPES**

**DELIBERATION N° 2021-168**

**CONSEIL MUNICIPAL**

**Séance du 22 novembre 2021**

**L'an deux mille vingt et un, le 22 novembre à 19h00,**

Le conseil municipal de la commune LES DEUX ALPES, dûment convoqué le 18 novembre 2021, a tenu une réunion en session ordinaire, sous la présidence de M. Christophe AUBERT.

**Etaient présents en séance :** Christophe AUBERT, maire,  
Éric GRAVIER, Patrick PELLORCE, Cécile NEYRAUD, adjoints  
Marie-Hélène COING, maire délégué de Mont de Lans  
Laurent GIRAUD, Anne MILLET, Enrica TASSO, Ugo MOUNIER, Céline VALETTE,  
Fabien VEYRAT, Jocelyne MARTIN, Pascal ESPITALLIER, Angélique AGUILAR  
conseillers municipaux.

**Etaient absents ou excusés :** Agnès ARGENTIER, Françoise MOREAU, Jean-Luc BISI,  
Camille DURDAN, André GARDEN.

**Etaient représentés dans le cadre d'une procuration :**

Pierre BALME donne pouvoir à Christophe AUBERT  
Paul VAN LEEUWEN donne pouvoir à Enrica TASSO

**Conformément aux dispositions de l'article L.2121-15 du code général des collectivités territoriales (CGCT), il a été procédé à la nomination des secrétaires de séance pris au sein du conseil :** Mme Marie-Hélène COING et M. Patrick PELLORCE ayant obtenu la majorité des suffrages, ont été désignés pour remplir ces fonctions qu'ils ont acceptées et conformément à l'article L.2121-18 du même code, la séance a été publique.

**DOMAINE : COMMANDE PUBLIQUE – 1.2 – Délégation de service public**

**Objet : Avenant n° 2 au contrat DSP relatif à la gestion du service public de production, transport et distribution d'eau potable**

VU le Code général des collectivités territoriales, notamment l'article L2121-29,

VU la Loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés,

VU le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données),

VU le contrat de délégation du service public relatif à la gestion du service public de production, transport et distribution d'eau potable en date du 17 décembre 2018,

VU l'avenant n° 1 en date du 6 août 2019,

VU le projet d'avenant n° 2 ci-joint,

Monsieur le Maire expose à l'assemblée que par délibération n° 2018-230 du 26 novembre 2018, la commune a confié par contrat de délégation, la gestion de son service public de production, de transport et de distribution d'eau potable à la société Suez.

Par ailleurs, la commune a confié à l'office du tourisme des 2 Alpes, la mission de développer la relation client et la relation propriétaire afin de mieux positionner la station du point de vue commercial, d'adapter son offre en conséquence, de fidéliser sa clientèle touristique, de mener

des recherches sur la fréquentation de la destination, et dans le cadre de sa relation avec les propriétaires de résidences secondaires sur la commune de permettre à ceux-ci de maîtriser leur consommation en eau conformément à la politique communale conduite en matière de responsabilité environnementale.

Dans ce cadre, l'office du tourisme a sollicité la commune pour être destinataire et exploiter, dans le cadre de la loi 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, et dans le respect du règlement général sur la protection des données (RGPD) du 27 avril 2016, les données de consommation issues de la télé relève des compteurs d'eau gérés par Suez.

La commune étant propriétaire de droit de ces données de consommation, il convient de fixer par avenant au contrat, les modalités de cette transmission des données de consommation par Suez à la commune qui pourra ensuite en disposer et les communiquer à l'office de tourisme.

Le conseil municipal ayant entendu cet exposé, après en avoir délibéré et après que Monsieur le Maire ait demandé à chaque conseiller de se prononcer pour ou contre la délibération soumise au vote ou à s'abstenir, à l'unanimité des membres présents :

- **APPROUVE** l'avenant portant le numéro 2 au contrat de délégation de service public relatif à la gestion du service public de production, transport et distribution d'eau potable,
- **AUTORISE** Monsieur le maire à signer l'avenant n° 2 susvisé.

Fait et délibéré en séance, les jours, mois et ans que dessus. Au registre sont les signatures.

Pour extrait conforme,  
Le maire, Christophe AUBERT



Envoyé en préfecture le 09/12/2021

Reçu en préfecture le 09/12/2021

Affiché le

The logo for SLOW (Slow Food) is displayed in blue, stylized capital letters.

ID : 038-200064434-20211122-DELI2021168-DE

DEPARTEMENT DE L'ISERE

**COMMUNE LES DEUX ALPES**

**SERVICE PUBLIC DE L'EAU POTABLE**

**AVENANT N°2**

**au contrat d'affermage du service public de l'eau potable  
du 17 décembre 2018**

Entre :

La Commune de Les Deux Alpes, ci-après dénommée « la Collectivité », représentée par son maire, Monsieur Christophe AUBERT, dûment autorisé par délibération n° 2021-168 du 22 novembre 2021, transmise en préfecture le ..... , à signer le présent avenant,

D'une part,

Et,

La Société SUEZ EAU FRANCE, société anonyme au capital de 422 224 040 euros, inscrite au registre du commerce et des sociétés de Nanterre sous le n° 410 034 607 ayant son Siège Social 16 Place de l'Iris 92040 PARIS la DEFENSE, représentée par Monsieur Emmanuel GERVAL, Directeur de l'agence ALPES, et dénommée ci-après « le Fermier »,

D'autre part,

**Il est préalablement exposé ce qui suit :**

La Commune des Deux Alpes a délégué la gestion du service de production, de transport, de distribution et de gestion clientèle de l'eau potable sur son territoire à la société SUEZ Eau France SAS par un contrat en date du 17 décembre 2018.

Le contrat signé entre les parties a fait l'objet d'un avenant administratif le 6 août 2019 afin de mettre en cohérence les articles du contrat avec le règlement de service de l'eau établi et adopté par la Collectivité par délibération du conseil municipal le 26 novembre 2018.

La commune a confié à l'office du tourisme des 2 Alpes la mission de développer la relation client et la relation propriétaire afin de mieux positionner la station du point de vue commercial, d'adapter son offre en conséquence, de fidéliser sa clientèle touristique, de mener des recherches sur la fréquentation de la destination, et dans le cadre de sa relation avec les propriétaires de résidences secondaires sur la commune de permettre à ceux-ci de maîtriser leur consommation en eau conformément à la politique communale conduite en matière de responsabilité environnementale.

Dans ce cadre, l'office du tourisme a sollicité la commune pour être destinataire et exploiter, dans le cadre de la loi 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, et dans le respect du règlement général sur la protection des données (RGPD) du 27 avril 2016, les données de consommation issues de la télérelève des compteurs d'eau gérés par Suez.

La commune étant propriétaire de droit de ces données de consommation, il convient de régir les modalités pratiques de leur transmission par Suez à la Commune qui pourra ensuite en disposer et les communiquer à l'office de tourisme.

Il convient de fixer par avenant au contrat d'affermage les modalités de cette transmission des données de consommation par Suez à la commune.

**En conséquence de quoi il est convenu ce qui suit :**

## **ARTICLE 1 - OBJET DE L'AVENANT**

---

Le présent avenant a pour objet de s'accorder sur les conditions administratives, techniques et financières qui permettent au Délégataire de fournir quotidiennement à la Collectivité les données de consommation de chaque usager.

## **ARTICLE 2 - SUIVI DE LA PERFORMANCE ET DE LA TRANSPARENCE DU SERVICE**

---

L'article 12.4 du contrat initial, « Suivi de la performance et de la transparence du service » est complété par les paragraphes suivants :

### **« e) Mise à disposition quotidienne des index des compteurs**

Dans le cadre de la télérelève des compteurs effectuée à des fins de facturation des clients et de pilotage des réseaux, la commune des Deux Alpes demande à SUEZ de mettre en place un service de suivi de l'occupation des logements par analyse des consommations d'eau journalières. Les points de service livrés seront anonymisés et aucune donnée clientèle ne sera associée.

Il est entendu que la collecte des consentements individuels sera effectuée par la commune des Deux Alpes, notamment dans le cadre de l'animation de son « club des propriétaires ».

Chaque jour SUEZ calculera par point de service s'il y a eu, ou non, une consommation d'eau supérieure à quelques litres, sur une période de 24h. Le calcul se fera tous les jours et tiendra compte des temps de latence variable pour l'envoi des données de chaque point de service. En particulier, le calcul à J+2 sera plus précis que le calcul à J+1 car il arrive parfois que les données des compteurs tardent à remonter (présence d'une voiture sur le regard, ...).

Le délégataire devra restituer ces données dans un portail sécurisé sous la forme :

- d'une carte de la fréquentation de la station par zone (découpage à définir avec la collectivité et l'office du tourisme),
- et d'un tableau avec l'intégralité des données par point de service afin que ces données puissent être exploitables par la collectivité par point de service, une fois le consentement individuel obtenu.

Le portail sécurisé que s'engage à créer le délégataire doit permettre, chaque jour, aux outils informatiques de la collectivité et de l'office « d'interroger automatiquement » la base de données. Le délégataire veillera à ce que son outil fournisse des données dans des formats compatibles avec les outils existants de la Collectivité et de l'Office du Tourisme.

Enfin, il est précisé que le délégataire ne s'engage pas à fournir 100% des index chaque jour. Le taux de disponibilité de ce service sera exactement le même que celui de la disponibilité des mesures de télérelève précisé à l'article 2.11.2 du contrat à savoir 94% sur une période d'un mois.

En outre, le délégataire SUEZ s'engage à maintenir le système opérationnel tant que la commune paie la redevance annuelle et qu'elle conserve le système de télé relève en place et ce quel que soit l'exploitant du service d'eau potable (régie ou concurrence).

### **ARTICLE 3 - FINANCEMENT**

---

Afin de ne pas impacter sur le prix de l'eau la création du nouveau service détaillé à l'article n°2, les parties conviennent de créer deux nouveaux articles au bordereau des prix unitaires annexé au contrat :

- Création de l'outil informatique décrit à l'article 2 de l'avenant n°2 : 10 000€ HT.
- Maintenance et fonctionnement du service décrit à l'article 2 de l'avenant n°2 : 2 000€ HT/an

Le présent avenant n'engage pas la Collectivité à commander les prestations décrites à l'article 2.

Si la Collectivité souhaite commander cette prestation nouvelle au Délégitaire, elle le fera par l'objet d'un bon de commande sur la base du bordereau des prix ainsi complété.

### **ARTICLE 4 - MAINTIEN DES CLAUSES EN VIGUEUR**

---

Les clauses du contrat de base et ses avenants successifs non expressément modifiées par le présent avenant demeurent en vigueur.

### **ARTICLE 5 - ENTREE EN VIGUEUR**

---

Le présent avenant prend effet à compter du .....

Fait en quatre exemplaires, aux Deux-Alpes, le

Pour la Collectivité,  
Le Maire  
Christophe AUBERT

Pour le Délégitaire,  
Le Directeur de l'agence ALPES  
Emmanuel GERVAL